



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE 2019-2022

PROGRAMME DECLIC

N° du CCAP : 2019 DECLIC

REGION OCCITANIE
Hôtel de Région
22 Boulevard du Maréchal Juin
31406 Toulouse CEDEX 09

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1-1-Objet.....	4
1-2-Type d'accord cadre.....	4
1-3-Modalités de reconduction.....	4
1-4-Groupement.....	5
1-5-Sous-traitance.....	5
1-6-Les bons de commande.....	5
1-6-1-Condition d'attribution des bons de commande	5
1-6-2-Modification de bon de commande.....	6
1-6-3-Emission des bons de commande supplémentaires.....	6
1-6-4-Annulation de bon de commande	7
1-6-4-1-Renoncement de l'exécution du bon de commande	7
Article 2 - Documents contractuels.....	7
2-1-Documents constitutifs de l'accord-cadre	7
2-2-Pièces contractuelles postérieures à la conclusion de l'accord-cadre	7
2-3-Nantissement.....	7
Article 3 - Durée de l'accord cadre - Délais d'exécution.....	7
3-1-Durée de l'accord cadre	7
3-2-Délais d'exécution	8
3-2-1-Démarrage du bon de commande	8
3-2-2-Fin du bon de commande	8
Article 4 - Conditions générales d'exécution.....	8
4-1-Obligations relatives à l'action de formation	8
4-2-Saisie des données d'exécution en cours de bon de commande	8
4-3-Contrôle en cours d'exécution par la Région.....	8
Article 5 - Pénalités.....	9
5.1-Pénalités de retard	9
5.2-Pénalités spécifiques	9
5-2-1-En cas de retard de saisie relatif à la rémunération des stagiaires.....	9
5-2-2-En cas de retard de saisie des données et de production des pièces en fin de formation	10
5.3-Pénalités pour travail dissimulé.....	10
Article 6 - Opérations de vérifications - Décisions après vérifications	10
6-1-Vérifications	10
6-2-Admission Ajournement Réfaction et Rejet	10
6-3-Réfaction.....	10
6-4-Réfaction pour non-respect de la transmission des pièces dans les délais en cas de cofinancement européen	12
Article 7 - Modalités de détermination des prix	12
7-1-Répartition des paiements.....	12
7-2-Contenu des prix.....	12
7-2-1-Précisions liminaires d'ordre fiscal	12
7-2-2-Forme des prix	12
7-3-Prix de règlements	13
7-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	13
Article 8 - Avance.....	13
Article 9 - Remboursement de l'avance.....	14
Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs	15
10-1-Acomptes	15
10-2-Paiement du décompte général définitif	15
Article 11 - Paiement-établissement de la facture	16
11-1-Délai de paiement.....	16
11-2-Présentation des demandes de paiement.....	16
11-3-Pièces à produire.....	17
11-3-2-Marchés financés à l'heure Groupe (Présentiel)	17
Article 12 - Modalités d'intervention du FSE	18

Publicité	18
Contrôle et suivi.....	18
Sous-traitance.....	18
Indicateurs	18
Evaluation	19
Respect des politiques communautaires	19
Article 13 - Clauses techniques.....	19
Article 14 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....	19
Article 15 - Attribution de compétence	20
Article 16 - Résiliation.....	20
Article 17 - Assurances	20
Article 18 – Clauses complémentaires	20
18-1-Engagement du titulaire / achat responsable.....	20
18-2-Dispositif de vigilance.....	21
18-3-Modification des prestations	21
18-4-Obligations liées à la confidentialité des données.....	21
Article 19 - Dérogations aux documents généraux	21

Tous les modèles mentionnés dans le présent CCAP sont téléchargeables sur le site de la Région Occitanie ou directement accessibles dans le Système d'Information et de Gestion des Marchés de la Formation Professionnelle - SIGMA FP

Les pièces sont à libeller et à envoyer à l'adresse suivante :

**REGION OCCITANIE
Espace Robert Capdeville
417 rue Samuel Morse
Le Millénaire II
34967 MONTPELLIER CEDEX 2**

PREAMBULE

Dans la perspective de la mise en œuvre du Programme Régional de Formation 2019-2022, la Région Occitanie se dote d'un nouveau Système d'Information et de Gestion des Marchés de la Formation Professionnelle - **SIGMA FP** – et met à disposition des organismes de formation un extranet destiné à :

- assurer le suivi de l'exécution des actions de formation (ouverture/clôture, dates de réalisation...).
- gérer les données individuelles des stagiaires et les états de présence, en lien avec l'outil de gestion de la rémunération – DEFI,
- saisir les données de facturation et gérer les éditions associées au format numérique,
- renseigner les enquêtes individuelles de situation à la sortie, à 3 et 6 mois et le bilan de fin de formation.

Article 1 - Dispositions générales du contrat

1-1-Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations de formation professionnelle que la Région souhaite mettre en œuvre dans le cadre du programme « DECLIC » sur les départements d'Occitanie dans le cadre du Programme Régional de Formation 2019-2022.

Les actions se dérouleront selon les modalités suivantes :

- Présentiel

Les prestations sont réparties en **40** lots.

1-2-Type d'accord cadre

L'accord cadre est passé sans montant minimum ni maximum conformément à l'article 78-3° du décret du n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions de l'article 80 du décret du n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué, conformément aux indications du CCTP, à un ou plusieurs opérateurs économiques.

1-3-Modalités de reconduction

L'accord cadre n'est pas reconductible.

1-4-Groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur, en application de l'article 45 III du décret du n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Pour tout marché attribué à un groupement conjoint la personne publique impose la solidarité du mandataire.

La solidarité imposée repose sur la nécessité de garantir une exécution des prestations complètes et une continuité de service même en cas de défaillance d'un des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. Un avenant sera signé entre le nouveau mandataire et le pouvoir adjudicateur.

La défaillance d'un membre du groupement en cours d'exécution du marché doit être immédiatement signalée par courrier motivé à la Région Occitanie Service Nouvelles Chances. Un avenant sera nécessaire pour acter la modification dans la composition du groupement et organiser la poursuite de l'exécution du contrat dans le cadre d'un groupement réduit.

1-5-Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, en application de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. L'article 7 de la loi précitée précise que toute renonciation serait réputée non écrite.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles 133 à 137 du décret du n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

La sous-traitance totale est proscrite.

Préalablement à toute demande de paiement et avant l'ouverture de l'action relative au bon de commande, le titulaire doit fournir à la Région pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- l'imprimé DC4 –modèle téléchargeable- faisant office de déclaration de sous-traitance et détaillant la part des prestations confiée au sous-traitant (nombre d'heures/stagiaires ou nombre d'heures groupe) pour le bon de commande concerné,
- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner découlant de l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- un RIB ou RIP.

Les modalités financières seront identiques à celles du titulaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32 du CCAG-FCS).

Le titulaire du marché demeure seul responsable de l'exécution du marché.

1-6-Les bons de commande

1-6-1-Condition d'attribution des bons de commande

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un ou plusieurs opérateurs économiques ; le nombre maximum d'attributaires par lot sera précisé dans la liste des lots (annexe CCTP) sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Dans le cas de lot multi attributaires, la répartition des commandes se fera en cascade en fonction des besoins repérés et des capacités d'accueil minimum et maximum des organismes :

- S'il y a deux attributaires, le titulaire classé 1er recevra au maximum 55 % du volume des commandes.
-
- S'il y a trois attributaires, le titulaire classé 1er recevra au maximum 40 % du volume des commandes.
-

Les commandes restantes seront réparties à égale hauteur entre les autres attributaires.

Il ne sera pas versé d'indemnité en cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'accord cadre.

Le règlement portera sur les prestations effectivement réalisées figurant au bordereau de prix unitaire de la fiche récapitulative de l'offre, annexée à l'acte d'engagement.

Les commandes seront faites au fur et à mesure des besoins recensés sur le territoire régional au moyen de bons de commande délivrés par la Région qui comporteront notamment :

- le N° et l'objet du marché,
- le nom du titulaire,
- la désignation de la prestation,
- la quantité commandée,
- le coût unitaire,
- le coût total,
- le délai d'exécution.

La personne habilitée à signer les bons de commande est la Présidente de la Région Occitanie ou toute autre personne dûment autorisée.

1-6-2-Modification de bon de commande

Le bon de commande peut faire exceptionnellement l'objet d'une modification en cours d'exécution sans cependant bouleverser l'économie du contrat ni en changer l'objet.

Ces modifications sont destinées à répondre aux cas suivants :

- Modification de la durée de la formation (évolution du référentiel, adaptation au public) ;
- Adaptation du nombre de places à la réalité de la demande (Diminution ou ajout de places) ;
- Rectification d'erreur matérielle.

Pour toute demande de modification sur l'initiative du titulaire, il appartient à celui-ci de solliciter une modification du bon de commande en motivant et chiffrant la demande, auprès de la Région Occitanie Service Nouvelles Chances via l'outil SIGMA FP.

La Région appréciera l'opportunité au cas par cas.

1-6-3-Emission des bons de commande supplémentaires

Préalablement à l'émission des nouveaux bons de commande, la Région demandera au titulaire :

- D'être à jour de la saisie dans SIGMA FP des heures stagiaires réalisées ;
- De produire les attestations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois et de les déposer sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Région, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>;
- La Région se réserve le droit de demander tout élément lui permettant de juger de l'opportunité d'une commande supplémentaire.

Ces données devront être transmises à la Région Occitanie Service Nouvelles Chances dans les quinze jours suivant la demande.

1-6-4-Annulation de bon de commande

1-6-4-1-Renoncement de l'exécution du bon de commande

Si le titulaire renonce à l'exécution du bon de commande, il doit en informer la Région et déclare la non-ouverture de l'action dans SIGMA.

Le bon de commande sera annulé en conséquence sans que le titulaire puisse bénéficier d'une quelconque indemnisation ou de dommages et intérêts.

1-6-4-2-Annulation du bon de commande à l'initiative de la Région

La région pourra décider d'annuler un bon de commande notamment dans les cas suivants :

- Défaut de démarrage dans les délais impartis ;

Article 2 - Documents contractuels

2-1-Documents constitutifs de l'accord-cadre

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont la fiche récapitulative de l'offre du titulaire renseignée dans la plate-forme des marchés de la formation professionnelle qui mentionne le Bordereau de Prix Unitaires et ses autres annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ; et son annexe 1 « Charte de l'Achat socio-économique responsable » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services publié au Journal Officiel le 19 mars 2009) ;
- L'annexe technique du titulaire.

2-2-Pièces contractuelles postérieures à la conclusion de l'accord-cadre

- Les bons de commande établis au cours de l'exécution du présent marché ;
- Les avenants éventuels ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance mentionnés à l'article 3.6 du CCAG-FCS et leurs avenants éventuels.

2-3-Nantissement

Le prestataire pourra bénéficier de l'affectation en nantissement dans les conditions définies par l'article 127 du décret du 25 mars 2016. L'exemplaire unique fourni en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance sera délivré sur demande écrite du titulaire.

Article 3 – Durée de l'accord cadre - Délais d'exécution

3-1-Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est passé pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

3-2-Délais d'exécution

Le délai d'exécution sera fixé dans chaque bon de commande.

Les prestations faisant l'objet du marché seront exécutées selon les modalités suivantes.

3-2-1-Démarrage du bon de commande

Le démarrage du bon de commande doit avoir lieu dans l'année civile correspondant à la date prévisionnelle du début du bon de commande.

Les stagiaires doivent entrer en formation dans l'année civile de la date prévisionnelle du début du bon de commande. Par exemple, pour un bon de commande allant de janvier N à juin N+1, tous les stagiaires doivent avoir commencé leur parcours sur l'année N et peuvent l'achever, le cas échéant, sur l'année N+1.

3-2-2-Fin du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, et ce dans les conditions du présent CCAP.

Ils s'exécuteront de manière à permettre la réalisation complète de la formation concernée.

La date de fin mentionnée sur le bon de commande précise la date limite d'exécution de la prestation. Les derniers stagiaires devront donc être sortis avant cette date limite. Toute prestation de formation exécutée après la date de fin ne pourra être facturée à la Région.

Les demandes de report de date de fin du bon de commande doivent être exceptionnelles et feront l'objet obligatoirement d'une demande à la Région pour accord ; la demande précisera le motif de report et la nouvelle date de fin de la formation. Cette demande de report doit intervenir au moins un mois avant la date de fin prévisionnelle du bon de commande. La Région se réserve le droit d'accepter ou pas le report de date de fin.

Article 4 - Conditions générales d'exécution

4-1-Obligations relatives à l'action de formation

Se reporter aux conditions fixées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Région les modifications survenant au cours de l'exécution du marché concernant :

- les personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- sa raison sociale ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- les renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant,
- toutes modifications importantes de fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4-2-Saisie des données d'exécution en cours de bon de commande

Le titulaire du marché **procède** à la fin de chaque mois à la **saisie** dans SIGMA FP **des heures réellement effectuées** en centre et en entreprise conformément à l'article 11-3 du présent CCAP **pour chaque stagiaire**, conformément aux états de présence émargés.

4-3-Contrôle en cours d'exécution par la Région

La Région s'assure du bon déroulement de l'action, sur les aspects pédagogiques, techniques et financiers.

Sans préjudice des contrôles qui peuvent être effectués par les Services de l'Etat, en application des articles L6361-1 à L6361-3 du Code du travail ou par toute instance communautaire, la Région peut demander à tout moment des informations sur le déroulement de l'action au titulaire qui s'engage à les fournir.

Un contrôle du service fait pourra donc être effectué par la Région Occitanie sur pièces et/ou sur tout site où se déroulerait l'action de formation objet du marché. A ce titre le titulaire assure un droit d'accès sur les lieux de la formation à toute personne désignée par la Région Occitanie qui pourra consulter tous documents comptables et financiers, relatifs à l'action de formation objet du marché.

Tous les organismes et tous les marchés sont susceptibles d'être contrôlés.

Ces contrôles concernent l'ensemble des moyens financiers, techniques et pédagogiques mis en œuvre par un organisme de formation pour un marché donné.

Ils porteront sur la conformité de l'action au cahier des charges et aux engagements de l'organisme dans son offre de formation (locaux, équipements, recrutement, suivi des stagiaires, emploi du temps, formation en entreprise, planning de formations, accueil individuel des stagiaires, apposition du logo de la Région, FSE et Pôle Emploi le cas échéant, sur les documents de communication, ...) et sur le respect des obligations mentionnées dans les CCAP et CCTP applicables.

Le contrôle des conditions d'exécution du présent accord-cadre nécessite la conservation de toutes pièces justificatives pendant un délai de 10 ans à compter de l'année au cours de laquelle le marché est venu à échéance.

La Région effectuera des contrôles :

- de cohérence à partir des données saisies dans les outils informatique.
- sur pièces administratives (état de présence des stagiaires, conventions avec les entreprises, contrats des formateurs, tableaux récapitulatifs...),
- sur place en cours d'action.

Ainsi, au cas par cas, la Région se réserve la possibilité de suspendre le règlement d'une facture et de demander toute pièce qui lui semblerait indispensable pour contrôler le dossier.

En cas de non-exécution ou de retard important dans l'exécution des actions de formation : non-respect du contenu pédagogique, du calendrier, absences répétées de formateurs et de manière générale en cas de non-respect des stipulations du marché par le prestataire de formation, la Région prendra toutes dispositions à l'encontre du prestataire.

Article 5 – Pénalités

5.1-Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

5.2-Pénalités spécifiques

5-2-1-En cas de retard de saisie relatif à la rémunération des stagiaires

Les états de fréquentation des stagiaires doivent être saisis par les organismes de formation au maximum le 5 de chaque mois.

En cas de retard de saisie mensuelle des déclarations de présence dans l'outil de gestion des rémunérations de stagiaires DEFI, la Région appliquera des pénalités financières sur les factures relatives au bon de commande de l'organisme de formation titulaire.

Ainsi, à compter du deuxième retard consécutif sur la même action de formation, et à partir du 6ème jour ouvré de retard dans les saisies, la pénalité suivante sera appliquée :

- **1/1000 du montant du bon de commande total par jour ouvré de retard.**

Ces sanctions seront appliquées directement par les services de la Région au moment du paiement de la prochaine facture présentée par le titulaire par précompte sur les sommes dues.

5-2-2-En cas de retard de saisie des données et de production des pièces en fin de formation

Au plus tard trois mois après la date de sortie du dernier stagiaire, le titulaire devra avoir procédé à la saisie des indicateurs et au dépôt du bilan pédagogique dans SIGMA FP, ainsi qu'à la production des pièces (états de présence, tableau récapitulatif conformément à l'article 11-3 du présent CCAP).

En cas de dépassement de ce délai, la Région appliquera des pénalités suivantes :

- entre 3 mois et 6 mois de retard : la pénalité sera de 1% du montant total facturé pour le bon de commande ;
- entre 6 mois et 1 an de retard : la pénalité sera de 2% du montant total facturé pour le bon de commande ;
- plus de 1 an de retard : la pénalité sera de 5% du montant total facturé pour le bon de commande.

Ces sanctions seront appliquées directement par les services de la Région au moment du paiement du solde.

5.3-Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité de 50,00 € par infraction constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 6 - Opérations de vérifications - Décisions après vérifications

6-1-Vérifications

Les opérations de vérification, seront effectuées selon les modalités prévues aux articles 22 à 24 du CCAG FCS.

6-2-Admission Ajournement Réfaction et Rejet

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, la Région Occitanie dispose d'un délai de 2 mois pour prononcer la décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les opérations d'ajournement seront effectuées selon les modalités prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

6-3-Réfaction

Les contrôles en cours d'exécution donnent lieu à observations, ils pourront être suivis de :

- Demandes d'explications écrites ;
- Suspension temporaire de paiement avant renvoi d'une facture corrigée ;
- Demande de correction à faire apparaître sur la facture suivante ;
- Demande de reversement ;
- Demande de contrôle par les services de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) ;

- Résiliation du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

La non-fourniture des pièces demandées suspend tout versement à venir.

Si au terme des opérations de contrôle, les prestations de formation réalisées ne sont pas conformes, en tout ou partie, aux cahiers des charges et/ou aux engagements pris par l'organisme lors du dépôt de l'offre de formation, la Région peut appliquer une (ou des) réfaction(s).

La réfaction est une sanction financière qui consiste en la réduction du montant des sommes dues au titulaire.

Elle est exprimée en pourcentage du montant facturé du bon de commande et est déterminée en fonction de l'importance des manquements constatés.

En effet, la Région a établi qu'une réfaction peut être prononcée notamment si les dysfonctionnements suivants sont observés :

Organisation de l'action de formation :

- Absence de groupement annoncé dans l'offre
- Organisation des entrées des stagiaires insatisfaisantes
- Absence d'étape(s) clé(s) (positionnement, plan de formation individualisé, alternance centre/entreprise, bilan de fin de formation, ...),
- Absence de formalisation des principaux documents associés aux suivis et aux évaluations en centre et/ou en entreprise.

Equipe pédagogique :

- Manque de formateurs au regard du prévisionnel
- Qualifications des formateurs non conformes à celles annoncées

Locaux dédiés à la formation :

- Localisation de la formation non conforme à l'offre
- Qualité des locaux insatisfaisante
- Inexistence des services de restauration et d'hébergement prévus

Equipements (moyens matériels, techniques et informatiques) :

- Absence totale ou partielle des matériels pédagogiques prévus
- Non-respect du principe de gratuité

Publicité :

- Absence totale ou partielle de logos Région et/ou FSE dans les locaux et/ou sur les principaux documents liés à l'action

Gestion administrative et financière de l'action :

- Mauvaise tenue récurrente des états de présence
- Déclarations frauduleuses d'heures de formation

Conformément à la procédure mentionnée à l'article 6.3, la Région notifie au titulaire sa décision motivée de procéder à une réfaction.

Ce dernier présente ses observations, ses justifications et, le cas échéant, corrige les dysfonctionnements constatés dans le délai imparti.

Si la réponse de l'organisme correspond intégralement aux attentes de la Région, la réfaction n'est pas appliquée.

En revanche, si les explications fournies ou les corrections apportées ne donnent pas satisfaction, la réfaction est partiellement ou totalement retenue (déduction des sommes correspondantes sur le solde facturé).

6-4-Réfaction pour non-respect de la transmission des pièces dans les délais en cas de cofinancement européen

Pour les bons de commande cofinancés par le FSE, la Région avance la part de l'Europe. Elle est soumise à un délai pour la production du bilan final de remontées de dépenses FSE dans lequel elle inscrit les actions cofinancées par le FSE. L'Europe n'accorde pas de délai supplémentaire.

Les organismes de formation doivent donc adresser les pièces indispensables pour le versement du solde du bon de commande dans un délai suffisant pour que la facture relative au Décompte Général Définitif soit réglée avant la date butoir permettant de produire le bilan final FSE.

Dans le cas contraire, pour les bons de commande cofinancés par le FSE, si le règlement ne peut pas intervenir avant cette date, les organismes de formation ne pourront pas prétendre au versement de la contrepartie FSE.

Ils se verront appliquer une réfaction du montant correspondant à la part de cofinancement européen en fonction du taux d'intervention du FSE sur le bon de commande concerné.

La part correspondant au financement de la part Région sera versée en fonction des prestations réalisées, déduction faite des éventuelles réflexions (article 6-3) et des pénalités de retard pour production des pièces (article 5) en fin de formation conformément, soit un règlement de :

(Nombre heures réalisées*coût unitaire) - part FSE - pénalité retard – réflexions éventuelles

Article 7 - Modalités de détermination des prix

7-1-Répartition des paiements

Le sous-traitant qui a été accepté par la Région est payé directement par elle pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Les modalités de financement (heures groupe) et de paiement du titulaire (avance, acomptes, solde) s'appliquent au sous-traitant.

Les demandes de règlement d'avance ou d'acompte au sous-traitant doivent être validées et transmises à la Région par le titulaire. Les factures non validées par le titulaire du marché ne sont pas recevables par la Région.

Le solde du sous-traitant ne sera versé qu'à la fin de l'action sur présentation de sa facture de solde visée par le titulaire et au vu d'un décompte général définitif unique du marché présenté par le titulaire.

En cas de modification en cours d'exécution un nouveau DC4 devra être adressé à la Région.

7-2-Contenu des prix

7-2-1-Précisions liminaires d'ordre fiscal

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4.a du code général des impôts et aux conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Les prestations de formation professionnelle continue assurées par des personnes morales de droit public sont exonérées de TVA.

7-2-2-Forme des prix

Les prix applicables sont les prix indiqués sur le bordereau de prix unitaires figurant dans la fiche récapitulative de l'offre, annexée à l'acte d'engagement.

La partie en centre est financée à l'heure groupe, en fonction du nombre d'heures suivies par un groupe de stagiaires en centre.

Le prix unitaire en centre est réputé comprendre :

- Toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de la formation en centre, et notamment la fourniture du matériel pédagogique et des équipements aux stagiaires, l'organisation des examens, les marges pour risques, ainsi que l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP ;
- Le suivi des stagiaires en entreprise : accompagnement, frais relatifs à la recherche de stage et au suivi.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au déplacement, restauration hébergement et au transport ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, la cession des droits de représentation et de reproduction des prestations exécutées.

Le prix du marché pourra évoluer en fonction des éventuelles hausses ou baisses de TVA.

7-3-Prix de règlements

Les prix sont fixes la première année.

Les prix sont révisables, tous les douze mois à compter du mois de janvier, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-dessous :

$$P(n) = P(o) [0,75 + 0,25 (FSD3(n)/FSD3(o))]$$

dans laquelle :

- Po est le prix initial établi aux conditions économiques du mois qui précède la date de remise des offres (mois Mo), soit mars 2018
- Pn est le prix révisé,
- FSD3o est l'indice des frais et services divers modèle de référence n°3 composé de 43% EBIQ + 47% TCH + 10% ICC publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, valeur au mois 0.
- FSD3n est le même indice, valeur lue à la date de révision des prix.

La périodicité de la révision est annuelle, sur demande expresse du titulaire.

Le titulaire fera parvenir à la Région toute demande de révision de prix, demande à laquelle il joindra le nouveau bordereau de prix, comportant les prix révisés calculés par lui, **au plus tard le 31 mai**.

La Région informe le titulaire de son acceptation ou son refus du nouveau prix.

Acceptation des nouveaux prix

Après acceptation, le nouveau prix sera applicable à toutes les futures commandes d'action de formation dont le démarrage est prévu à partir du mois de janvier de l'année suivante.

Non-respect des délais

Toute demande réalisée en dehors du délai prévu, soit après le 31 mai, ne pourra être prise en compte.

7-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Ainsi les prix du marché pourront évoluer en fonction des éventuelles hausses ou baisses de TVA.

Article 8 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué à la demande du titulaire.

La Région pourra verser une avance de 30% du montant initial toutes taxes comprises de chaque bon de

commande au prorata de la durée du bon de commande à tout organisme de formation bénéficiaire d'un marché notifié.

Les demandes d'agrément de sous-traitant pour un bon de commande doivent intervenir avant l'ouverture de l'action. Le titulaire doit **fournir à la Région, pour chaque sous-traitant** les pièces demandées à l'article 1-5 du présent CCAP ainsi que le DC4 avec les quantités sous traitées. Le DC4 est fourni en amont, le sous-traitant devant être agréé avant la réalisation des prestations.

La règle de calcul de l'avance est fonction de la durée du bon de commande par exemple :

Pour un bon de commande de 18 mois :
(Montant du bon de commande TTC X 30%) X 12 / 18 mois

Pour un bon de commande inférieur ou égal à 12 mois :
(Montant du bon de commande TTC X 30%) X 12 / 12 mois

Le cas échéant, le montant de la sous-traitance est déduit du montant total du bon de commande considéré pour le calcul de l'avance.

Après acceptation formelle des sous-traitants par la Région, la part d'avance relative au montant sous-traité validée par le titulaire du marché pourra être réglée.

Le versement de l'avance interviendra à l'ouverture de l'action, après l'agrément des heures incombant aux sous-traitants et la saisie de la date réelle d'ouverture dans SIGMA FP par le titulaire.

Le titulaire produira une attestation d'ouverture de stage datée et signée, précisant les modalités de mise en œuvre de l'action objet du marché et rappelant son intention de faire appel ou pas à des sous-traitants -modèle imprimable à partir du logiciel SIGMA FP-.

Dans le cadre de l'évolution de la dématérialisation, la Région se réserve la possibilité de demander au prestataire d'abandonner l'envoi de documents papier pour privilégier des envois dématérialisés de documents.

Le délai global de paiement de cette avance court à partir de la réception à la Région Occitanie de cette attestation d'ouverture de l'action.

Article 9 - Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 111 du Décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et sous-traitant selon les modalités suivantes par précompte des sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Bon de commande de plus de 12 mois

L'avance sera récupérée par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes selon deux seuils de remboursement proportionnellement au taux de réalisation avant d'avoir atteint les 50% de réalisation :

- 1er seuil : la moitié de l'avance sera récupérée entre 10 et 20% selon le taux de réalisation des heures en centre.
- 2nd seuil : l'autre moitié de l'avance sera récupérée entre 40 et 50% selon le taux de réalisation des heures en centre.

Bon de commande inférieur ou égal à 12 mois

L'avance sera récupérée par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes selon trois seuils de remboursement proportionnellement au taux de réalisation avant d'avoir atteint les 80% de réalisation :

- 1er seuil : un tiers de l'avance sera récupéré entre 10 et 20% selon le taux de réalisation des heures en centre.

- 2nd seuil : le second tiers de l'avance sera récupéré entre 40 et 50% selon le taux de réalisation des heures en centre.
- 3ème seuil : le dernier tiers de l'avance sera récupéré entre 60 et 70% selon le taux de réalisation des heures en centre.

Le montant de remboursement de l'avance sera calculé automatiquement par le logiciel SIGMA FP lors de l'émission des factures.

Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il en sera de même pour les sous-traitants formellement agréés par la Région.

10-1-Acomptes

Le titulaire procède mensuellement à la saisie dans le logiciel SIGMA FP des heures réellement effectuées en centre et en entreprise. Cette saisie se fait obligatoirement chaque fin de mois à partir des états de présence.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le titulaire du marché adresse à la Région les factures d'acompte datées et signées en original en 2 exemplaires-factures générées automatiquement par le logiciel de gestion SIGMA FP-.

Les factures seront accompagnées des copies des états de présence correspondant à la période de facturation.

Le versement des acomptes interviendra selon une périodicité trimestrielle à terme du mois échu et à hauteur maximum de 80% des réalisations cumulées.

Le montant de l'acompte portera sur les prestations réalisées dans le trimestre facturé.

En cas de sous-traitance, les factures d'acomptes des sous-traitants seront validées par le titulaire du marché.

Dans le cadre de l'évolution de la dématérialisation, la Région se réserve la possibilité de demander au prestataire d'abandonner l'envoi de documents papier pour privilégier des envois dématérialisés de documents.

10-2-Paiement du décompte général définitif

Le solde pourra être versé dès la sortie du dernier stagiaire au vu des documents contractuels demandés et du décompte général définitif généré par le logiciel de gestion SIGMA FP.

Au plus tard trois mois après la sortie du dernier stagiaire, le titulaire devra :

- Etre à jour de la saisie des indicateurs (sortie, 3 et 6 mois) dans l'outil SIGMA FP
- Avoir déposé le bilan pédagogique dans l'outil SIGMA FP
- Adresser les documents mentionnés à l'article 11-3 du CCAP à la Région Occitanie
- Produire et adresser à la Région Occitanie le décompte général définitif daté et signé en original en deux exemplaires- généré par le logiciel de gestion SIGMA FP -.

Dans le cadre de l'évolution de la dématérialisation, la Région se réserve la possibilité de demander au prestataire d'abandonner l'envoi de documents papier pour privilégier des envois dématérialisés de documents.

En cas de marché avec sous-traitance, le titulaire du marché élaborera un **décompte général définitif unique** qui présentera le compte-rendu d'exécution de la sous-traitance : détail pour chaque sous-traitant des réalisations (heures groupe), des sommes déjà perçues et du montant restant à payer par organisme de formation (titulaire et sous-traitant). Ce décompte général définitif unique devra être accompagné des factures de solde des sous-traitants préalablement validées par le titulaire.

Le règlement sera soumis au respect des dispositions figurant dans le règlement de la consultation et dans le CCTP, à la saisie des données dans SIGMA FP et à la production des pièces énoncées dans les différents documents.

Le règlement intervient dans la limite des quantités précisées dans le bon de commande.

Le règlement du solde des marchés financés à l'heure groupe est arrêté selon les modalités suivantes :

Le montant total dû pour la formation en centre sera égal au produit du nombre d'heures groupe réalisées par le prix de l'heure correspondant Déduction faite des pénalités ou réfections prévues au présent CCAP.

Article 11 - Paiement-établissement de la facture

11-1-Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par la collectivité de l'ensemble des pièces nécessaires au paiement telles que décrites au présent cahier des charges.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement au bénéfice du titulaire, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € et des intérêts moratoires.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11-2-Présentation des demandes de paiement

Toutes les factures seront envoyées à la Région Occitanie.

Les factures afférentes au bon de commande seront établies en **2 exemplaires**-(Factures générées à partir de l'outil SIGMA FP) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier,
- l'année, le numéro du marché, les dates début et de fin du bon de commande, et le numéro du bon de commande,
- la prestation exécutée, le coût unitaire, la quantité,
- le montant commandé,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total des prestations exécutées,
- le net à payer,
- les données d'exécution de la sous-traitance,
- le cachet, la date, le nom du signataire et la signature en original.

11-3-Pièces à produire

Les documents mentionnés dans le présent paragraphe doivent être adressés à la Région Occitanie avec chaque demande de paiement :

Les factures seront accompagnées des copies des états de présence correspondant à la période de facturation. Ces copies doivent être adressées en un seul exemplaire. Le titulaire doit conserver les originaux et les tenir à la disposition de la Région en cas de contrôle.

Marchés financés à l'heure Groupe (Présentiel)

Le titulaire aura procédé mensuellement à la saisie dans le logiciel de gestion SIGMA FP des heures réellement effectuées en centre et en entreprise pour chacun des stagiaires.

Pour les heures réalisées en centre

Le titulaire renseigne dans le logiciel SIGMA FP les réalisations des heures par groupe (Un formateur face à un effectif) et transmet un tableau récapitulatif mensuel des heures groupes.

Il transmet les états de présence avec les émargements en centre, classés chronologiquement.

Ces états de présence doivent impérativement comporter :

- l'émargement des stagiaires à la demi-journée,
- la durée de chaque demi-journée de formation,
- la validation par demi-journée du formateur,
- les cumuls hebdomadaires,
- le logo de l'organisme,
- le logo de la région,
- les logos du FSE en cas de co-financement,
- la date, le tampon et la signature du formateur ou du responsable de l'action nommément identifié.

Un modèle téléchargeable sur SIGMA FP est annexé au CCTP.

Pour les périodes en entreprise

Les états de présence sont conservés par le titulaire. Ils devront être tenus à la disposition de la Région en cas de contrôle.

Les heures en entreprise ne sont pas facturables.

Les règles suivantes sont applicables pour le calcul du paiement

- Seules les séances de formation comprenant au **minimum 6 stagiaires** seront comptabilisées pour le calcul du montant du paiement.

Au cas par cas, il pourra être demandé un planning détaillé et actualisé des séquences de formation réalisées.

Rappel sur la qualité des émargements

- Le stagiaire doit émarger avec la même signature du premier au dernier jour de la formation. Il ne peut pas alterner plusieurs signatures ;
- L'émargement doit se faire en début de chaque demi-journée et en aucun cas de manière systématique en début ou en fin de mois par exemple ;
- Ces exigences valent également pour les formateurs et responsables pédagogiques qui valident les feuilles ;
- L'état de présence doit être daté du dernier jour émargé ou d'une date postérieure ;
- En cas d'erreur les signatures apposées doivent être barrées et en aucun cas effacées.

Article 12 – Modalités d'intervention du FSE

Le Programme Régional de Formation Professionnelle (PRFP) pourra bénéficier du soutien financier du Fonds social européen (FSE) en application des **Programmes Opérationnels FEDER-FSE Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées et Garonne 2014-2020**.

Dans ce cadre, la Région fait l'avance aux organismes de formation concernés retenus dans la programmation. Elle les informe de l'intervention du FSE et des obligations qui s'y rapportent.

Publicité

En application des futurs règlements, le titulaire du marché est chargé d'informer le public du concours financier du Fonds Social Européen (FSE).

Tout document remis aux stagiaires ainsi que toutes les actions d'information à destination des bénéficiaires, des bénéficiaires potentiels et du grand public comprend le logo « l'Europe s'engage en Occitanie » et l'emblème de l'Union Européenne. Une affiche au format A3 minimum doit être apposée en un endroit visible du public comportant le nom de l'action, le coût total et le montant FSE, dès le début de la réalisation de l'opération.

Les obligations de communication et les règles à respecter sont détaillées sur le site www.europe-en-occitanie.eu/obligation-pub/

Contrôle et suivi

Le titulaire devra produire sur simple demande de la Région, de toute instance nationale ou communautaire, tout document nécessaire au suivi et à l'évaluation de la réalisation du marché.

Sous-traitance

Lorsque le bénéficiaire du marché confie une partie de la réalisation de l'action à une ou plusieurs autres personnes morales, chaque acte de sous-traitance doit mentionner la participation du FSE dans le financement de l'action (contrôle et suivi, publicité et respect des politiques communautaires).

Indicateurs

La programmation 2014-2020 met l'accent sur la mesure des résultats et des impacts des actions cofinancées par les fonds structurels. Ainsi, le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions spécifiques pour le suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds Social Européen.

Le titulaire du marché devra donc adapter son système d'information et ses procédures afin de recueillir des données individuelles relatives aux stagiaires à 3 moments clés : à leur entrée dans la formation, à leur sortie puis au terme de 6 mois. Ces données permettront notamment à l'Autorité de Gestion de calculer les indicateurs communs de suivi des participants aux actions FSE (cf. Annexe 1 du règlement 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013).

Ces données devront être saisies dans le logiciel SIGMA au fil de l'eau, c'est-à-dire dans un délai maximum de 4 semaines suivant chaque entrée/ sortie ou à 7 mois maximum pour le recueil des données à 6 mois. Le titulaire s'engage à fournir à la Région des données exhaustives et fiables. En effet, tous les stagiaires doivent faire l'objet d'une remontée d'information pour l'ensemble des données attendues. De plus, le titulaire s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des données saisies dans SIGMA.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, les stagiaires bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent, qu'ils peuvent exercer auprès de La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Direction des Programmes Européens et Contractuels, 22 Boulevard du Maréchal Juin, 31400 Toulouse.

Il appartient au titulaire d'informer les participants de leurs droits dans ce domaine, en application de l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978, pour qu'ils soient en capacité de les exercer.

Le titulaire devra également prendre toutes précautions techniques et organisationnelles utiles pour préserver la sécurité des données personnelles des stagiaires et, notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. En particulier, les éventuels questionnaires papier devront impérativement être conservés sous clé.

Evaluation

Les données relatives aux indicateurs permettront de rendre compte des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation. Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération (données à 6 mois).

Respect des politiques communautaires

Le titulaire s'engage à respecter les politiques communautaires qui lui sont opposables et notamment les règles de concurrence, de passation de marché public. Il doit également prendre en compte les principes de développement durable, d'égalité entre les hommes et les femmes, d'égalité des chances et de non-discrimination.

Les actions se déroulant en 2021 et 2022 pourraient bénéficier d'un cofinancement au titre d'un nouveau Programme Opérationnel.

Article 13 - Clauses techniques

Le CCTP comprenant les prescriptions techniques afférentes à l'ensemble des lots et ses annexes détaillant les formations attendues est consultable sur la plate-forme.

Les contenus de la fiche récapitulative de l'offre – à l'exception des données financières - et de l'annexe technique du titulaire feront l'objet d'une diffusion aux acteurs de la formation professionnelle de manière à informer les publics sur les conditions nécessaires à une entrée sur la formation concernée. La cession des droits afférents à cette diffusion est incluse dans le prix du marché. Ces droits sont cédés pour une durée de 4 ans pour la France et le monde entier en cas de mise en ligne des informations.

Article 14 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues au Titre IV, Chapitre 2 du Code des marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal, leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l'administration seront rédigées en français. »

Article 15 - Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la juridiction compétente sera le tribunal administratif de Toulouse.

Article 16 - Résiliation

Outre les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG-Fournitures courantes et Services, la personne publique peut résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans indemnités en cas d'inexécution totale ou partielle des prestations et en cas de manquement à une des obligations décrites aux articles 3, 4-1 et 4-2 du présent CCAP.

Cas de résiliation :

- Non-production de l'attestation d'assurance à la demande de la Région ;
- Non-possession de l'habilitation en cours de validité autorisant le titulaire à dispenser la formation homologuée ;
- Suite au résultat du contrôle en cours d'exécution (Article 6-3) pouvant entraîner la résiliation du marché par lettre recommandée avec accusé de réception

Article 17 - Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit pouvoir justifier sur simple demande de la Région qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations de formation.

Le titulaire est tenu de :

- souscrire une assurance couvrant les dommages causés aux stagiaires placés sous sa responsabilité à concurrence de la prestation à assurer, en cas de cotraitance, de s'assurer que les cotraitants souscrivent une assurance ayant le même objet pendant la durée des prestations prévues ;
- souscrire une assurance couvrant les dommages causés du fait des stagiaires ou de s'assurer que les stagiaires ont bien souscrit une assurance responsabilité civile pour les dommages causés de leur fait dans le cadre de la formation objet du marché ;
- s'assurer que les stagiaires disposent d'une assurance responsabilité civile couvrant les dommages qu'ils pourraient subir de leur propre fait ou en l'absence de tiers responsable.

Ces documents seront déposés de préférence sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Région, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Article 18 – Clauses complémentaires

18-1-Engagement du titulaire / achat responsable

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et s'engage au respect de la Charte annexée au présent CCAP qui présente les finalités et objectifs d'engagement en faveur des droits humains et de l'environnement. Le titulaire s'engage à participer à une démarche de progrès consistant à communiquer au maître d'ouvrage toutes données pertinentes au regard des dispositions de la Charte et à répondre à tout

questionnaire éventuel sur les conditions de progrès qui pourrait lui être communiqué. Le titulaire s'engage par ailleurs à communiquer la Charte à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants.

18-2-Dispositif de vigilance

Dans le cadre du dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail), le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Région, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> Le défaut de fourniture des attestations entraînera la résiliation du marché aux torts du titulaire et sans indemnités.

18-3-Modification des prestations

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché pourra faire l'objet d'un avenant de transfert en cours d'exécution en cas de modification du titulaire (évolution du statut juridique, modification de la composition du groupement solidaire, fusion ou reprise d'activité...).

Le bordereau de prix unitaires peut être modifié par avenant suite à une augmentation des charges du titulaire du fait de la réforme de référentiel ou de modification des conditions de délivrance des titres de formation.

18-4-Obligations liées à la confidentialité des données

Le titulaire informe tout candidat et stagiaire, dans le règlement intérieur ou la clause du contrat de formation, que :

- les informations recueillies lors de la constitution de son dossier de formation et/ou de rémunération feront l'objet d'un traitement informatique ayant pour objet l'inscription et le suivi des stagiaires en formation. Les destinataires des données sont la Région et ses prestataires.
- le candidat/stagiaire bénéficie, conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer en s'adressant à la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée - Direction Emploi Formation.

Le stagiaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Les stagiaires rémunérés par la Région peuvent exercer le même droit d'accès et de rectification sur les informations relatives à leur dossier de rémunération, auprès du prestataire de service de la Région mentionné sur ses avis de paiement mensuels.

Le financeur de la formation, responsable de la déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), pourra être amené à communiquer ou utiliser ces informations, dans la limite des autorisations de communication et des finalités de traitement prévues par la CNIL et dans le respect de la confidentialité et de la sécurité de ces données.

Article 19 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAP	Dérogation aux articles du CCAG-FCS	Objet des articles
2.1	4.1	Documents constitutifs de l'accord-cadre – Ordre de priorité des pièces contractuelles
5.1	14.1.3	Pénalités de retard
5.2	14.1	Pénalités spécifiques

6.2	25	Admission, Ajournement, Réfaction ou Rejet
	Adjonction aux articles du CCAG-FCS	
16	29 à 36	Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur



CHARTRE DE L'ACHAT SOCIO-ECONOMIQUE RESPONSABLE

Préambule

Consciente de sa responsabilité, dans l'impact économique social et environnemental de ses achats, la Région Occitanie s'est engagée dans une politique de commande publique et d'achats responsables.

Plus particulièrement, la région entend s'investir dans l'accès des PME à la Commande Publique et dans les conditions de travail de ses salariés élargis aux sous-traitants et des fournisseurs.

C'est pourquoi par la présente charte, elle entend rappeler les principes auxquels elle est attachée à savoir une vision partagée d'une politique intégrée d'achats responsables, respectueuse des Droits de l'Homme et de l'enfant, des équilibres socio-économiques locaux et mondiaux (commerce équitable et solidaire), de la santé (prévention des risques sanitaires, conditions de travail des salariés) et de l'environnement (prévention des pollutions, des risques environnementaux et de la dégradation des ressources; réduction de l'empreinte écologique, contribution à la lutte contre les changements climatiques, développement d'une économie circulaire notamment en matière de déchets et favoriser les circuits courts en matière d'approvisionnements alimentaires).

Par la présente charte, la Région et le titulaire entendent rappeler les responsabilités de chacun en matière d'achat socio-économique responsable, et privilégier le travail en réseau afin d'assurer le respect de ces principes.

Les objectifs

Le Conseil Régional a ainsi généralisé de bonnes pratiques grâce à l'introduction de clauses environnementales et une démarche sociale dans ses marchés publics.

L'objectif opérationnel est ici d'intégrer de façon systématique dans tous les achats une clause socio-économique responsable et de prendre en compte cette priorité dès l'expression du besoin.

Au-delà de ce principe de mise en œuvre, les objectifs de la charte sont les suivants :

- garantir le respect des Droits de l'Homme, de l'enfant et du travailleur dans l'exécution d'une commande quelle qu'elle soit, et lutter contre le travail forcé des enfants,
- faciliter autant que faire ce peut l'accès à l'emploi d'un public qui en est éloigné,
- favoriser l'accès aux marchés publics des PME et TPE,
- s'opposer aux discriminations dans l'accès à l'emploi,
- lutter contre le travail illégal,
- lutter contre la concurrence déloyale et les conditions de travail portant atteinte à la dignité humaine et aux libertés des travailleurs,
- protéger l'environnement, les ressources naturelles, et la biodiversité.

- ◆ **Garantir le respect des Droits de l'Homme, de l'enfant et du travailleur** dans l'exécution d'une commande quelle qu'elle soit, en prenant en compte la chaîne de sous-traitance et de fournisseurs, et respecter les engagements de l'Onu sur le développement équitable et sa résolution 8.7 sur la suppression du travail forcé,

- ◆ **Faciliter l'accès à l'emploi d'un public qui en est éloigné :**

La définition de ce public englobe : les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage); les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits; les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi; les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Parent Isolé (API), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité; les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP; les personnes prises en charge dans un dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI).

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les publics en voie d'insertion par la formation entrent également dans cette catégorie, qui inclut les apprentis, ou les stagiaires en formation professionnelle.

- ◆ **Garantir l'accès aux procédures de marchés publics aux PME et TPE :**

Tous les articles de l'Ordonnance et du Décret seront mis à contribution pour atteindre cet objectif selon l'achat et l'acheteur considérés :

- **Article 10 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** sur l'utilisation de labels en matière environnementale,

- **Art. 28 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** pour les services soumis à un régime assoupli de passation,

- **Art. 36 et 37 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015** : il s'agit ici des marchés réservés,

- **Art. 38-I de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015** : il concerne l'intégration de clauses sociales et environnementales dans les conditions d'exécution des marchés,

- **Art. 58 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** : il prévoit l'utilisation de variantes,

- **Art. 62.II.2 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** : la clause sociale et environnementale comme critère de sélection des offres,

- ◆ **S'opposer aux discriminations dans l'accès à l'emploi : notamment en ce qui concerne les publics handicapés, l'égalité des femmes dans l'emploi, et la discrimination géographique.**

- ◆ **Lutter contre le travail illégal, avant la signature du contrat (art. L. 8222-1 du code du travail), à compter du seuil de 5 000 euros hors taxes (art. R. 8222-1 du code du travail), le donneur d'ordre (personne morale de droit public et personne physique ou morale de droit privé), est tenu de solliciter la production des pièces établissant que son futur cocontractant s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3L. 8221-54 et 5 du code du travail relatives au travail dissimulé respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié. Cette obligation est complétée en cours d'exécution des contrats par des dispositifs de vigilance et des dispositifs d'alerte.**
- ◆ **Lutter contre la concurrence déloyale**, la loi du 10 juillet 2014 crée trois dispositifs d'alerte et de solidarité financière afin de garantir le respect de la législation du travail, par le titulaire d'un marché public et ses éventuels sous-traitants, directs ou indirects.
- ◆ **Garantir la protection de l'environnement**, par : la diminution des émissions de **gaz à effet de serre**, l'amélioration de la **politique de construction** (construction et gestion), notamment par l'utilisation de matériaux ou de techniques permettant de réduire l'impact sur l'environnement ainsi que par le recours à la démarche « **Haute Qualité Environnementale** » (HQE) ou « **la démarche bâtiment durable méditerranéen** » (BDM) , pour les constructions neuves et les réhabilitations, la réduction de la quantité de **déchets** produits en veillant à leur valorisation ou à leur recyclage, notamment le papier ou les déchets de chantier, la diminution des consommations d'**eau** et d'**énergie**, l'amélioration de la **politique d'achats publics** en favorisant la commande de produits et de services intégrant le développement durable, et le développement des circuits courts, l'économie circulaire et le cycle de vie des produits.
- ◆

Par la présente charte, la Région et le titulaire s'engagent sur :

⇒ **L'adhésion aux principes développés plus haut, et leur application,**

- ◆ ⇒ **L'adhésion au travail en réseau, par :**
 - ◆ L'information à donner aux entreprises et la sensibilisation aux pratiques de la commande publique socio-économique responsable,
 - ◆ La mutualisation des achats si nécessaire,
 - ◆ La collaboration avec les acteurs de l'emploi, du droit du travail, et de protection de l'environnement.
 - ◆ Le partage de la connaissance préalable de l'état du marché et des entreprises,
 - ◆ La connaissance, y compris géographique, des publics concernés par le dispositif,
 - ◆ L'anticipation des besoins et leur définition.
- ◆ ⇒ **Le contrôle des engagements des entreprises soumissionnaires des marchés publics :**
 - ◆ Contrôler l'impact social et environnemental de l'achat public dans la mesure du possible,
 - ◆ Rendre transparente la chaîne des fournisseurs et sous-traitants,
 - ◆ Contrôler les conditions de travail sur les chantiers et dans la fourniture de services : sécurité, salaires, respect du droit européen et français du travail, conditions sanitaires, horaires de travail...,
 - ◆ Contrôler l'application de la clause socio-économique responsable sur le terrain (% de public concerné, suivi de ce public, type de contrats ... le cas échéant).